

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juillet 2025



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juillet 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale est restée bien orientée en juin 2025, soutenue par la reprise de la production manufacturière aux Etats-Unis et en Chine, ainsi que par un regain d'activité dans l'industrie et les services en zone euro.

Aux **États-Unis**, la croissance est demeurée dynamique, portée par la reprise de la production manufacturière. En **zone euro**, elle a enregistré sa plus forte accélération en trois mois, grâce à l'exécution des carnets de commandes dans l'industrie et les services et à un renforcement de la confiance des entreprises.

En **Chine**, l'activité s'est redressée, stimulée par le secteur manufacturier, malgré un ralentissement des services. En **Afrique du Sud**, la croissance a ralenti sous l'effet du repli de la production et des nouvelles commandes, atténué toutefois par la solidité des services et la progression de l'emploi.

En Afrique de l'Ouest, la croissance de l'activité du secteur privé a décéléré au **Nigeria**, en raison de la contraction de la production manufacturière et de la faiblesse de la demande intérieure. Au **Ghana**, le rythme de progression de l'activité a ralenti, dans un contexte de baisse des nouvelles commandes et de la production, après un pic enregistré le mois précédent.

L'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a reculé de 1,5%. En revanche, celui des produits alimentaires importés a progressé de 3,7%, en lien avec l'amélioration de la demande.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, portée par la vigueur de la demande intérieure et les progrès observés dans plusieurs secteurs clés, tels que les services marchands et financiers, ainsi que le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). Le taux d'inflation est ressorti à -0,2% en juin 2025, en baisse de 0,8 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 0,6% enregistré le mois précédent, en lien avec la décélération observée au niveau des prix des produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 4,81% en juillet 2025, en baisse de 15 points de base (pdb) par rapport à sa valeur de juin 2025. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en juin 2025 par rapport au mois précédent, avec un taux débiteur moyen de 6,70%, contre 6,73% le mois précédent et 7,15% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 13,4%, en glissement annuel, à fin mai 2025, après une augmentation de 14,6% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des actifs extérieurs nets (+250,5%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,3%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 7,3% au deuxième trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 0,1% en juillet 2025 et 0,2% en août 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et énergétiques, ainsi que l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers du fait de la bonne campagne 2024/2025.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 24 juillet 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale a poursuivi sa dynamique positive en juin 2025, soutenue par la reprise de la production manufacturière aux Etats-Unis et en Chine, ainsi que par une amélioration de l'activité industrielle et des services en zone euro.

Aux **Etats-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 52,9 points en juin 2025, contre 53,0 points un mois auparavant, indiquant une progression toujours soutenue de l'activité du secteur privé. La production manufacturière a enregistré sa plus forte croissance depuis février 2025, tandis que le rythme d'expansion des services a ralenti, dans un contexte de pressions persistantes sur les coûts de production et de hausse marquée des prix de vente. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 50,6 points en juin 2025, contre 49,5 points en mai 2025, enregistrant sa plus forte expansion en trois mois. Cette évolution s'explique par l'accélération de la production industrielle et des services, en lien avec l'exécution des carnets de commandes et une légère amélioration du marché du travail, dans un contexte de regain de confiance des entreprises.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité du secteur privé en **Chine** a rebondi en juin 2025, avec l'indice PMI composite qui est passé de 49,6 points en mai à 51,3 points, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis mars 2025, grâce à une reprise de la production manufacturière. En **Afrique du Sud**, l'indice composite des directeurs d'achat a atteint 50,1 points en juin 2025, en baisse par rapport à 50,8 points en mai, indiquant un ralentissement de la croissance du secteur privé. Ce repli s'est traduit par une diminution de la production et des nouvelles commandes, malgré la robustesse des services et une hausse de l'emploi.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** a progressé à un rythme plus modéré, s'établissant à 51,6 points en juin 2025, contre 52,7 points en mai, en raison du recul de la production manufacturière et d'une demande intérieure plus faible. Au **Ghana**, l'indice composite s'est replié à 51,3 points en juin 2025, après avoir atteint 53,6 points en mai 2025, dans un contexte de ralentissement des nouvelles commandes et de la production, après un pic d'activité le mois précédent.

1.2. Actions des banques centrales

Les récentes décisions des banques centrales reflètent une attitude prudente face à un contexte marqué par des incertitudes persistantes, notamment en lien avec les droits de douane et les tensions géopolitiques.

Au niveau des **pays avancés**, la **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 24 juillet 2025, laissé inchangés ses taux d'intérêt, marquant la fin de son cycle d'assouplissement actuel, après huit baisses qui ont ramené les coûts d'emprunt à leurs plus bas niveaux depuis novembre 2022. Le taux de la facilité de dépôt, celui des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal restent fixés à 2,00%, 2,15% et 2,50% respectivement. La BCE a adopté une position attentiste, poursuivant son évaluation de l'impact de l'incertitude commerciale persistante et des retombées potentielles des propositions de droits de douane américains sur la croissance économique et l'inflation de la zone euro, qui a atteint l'objectif de 2% en juin 2025. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a, le 18 juin 2025, maintenu ses taux directeurs dans la fourchette des fonds fédéraux comprise entre 4,25% et 4,50% pour une quatrième réunion consécutive. L'institution adopte une position prudente pour évaluer pleinement l'impact économique des politiques du Président Trump, en particulier celles liées aux tarifs douaniers, à l'immigration et à la fiscalité. La FED estime que, si l'incertitude entourant les perspectives économiques s'est réduite, elle reste néanmoins à un niveau élevé. L'institution continue de prévoir deux baisses de taux d'ici à la fin de l'année 2025.

Dans les **pays émergents**, la Banque centrale de Chine a décidé, le 21 juillet 2025, de maintenir le statu quo en matière de taux d'intérêt, afin de préserver des conditions de financement favorables pour les ménages et les entreprises. Cette orientation vise à soutenir la demande intérieure, dans un contexte de reprise économique encore fragile. Cette décision intervient alors que le taux moyen pondéré des nouveaux prêts accordés aux entreprises est passé à 3,3% au premier semestre 2025, en recul de 45 points de base sur un an, tandis que le taux moyen des nouveaux crédits immobiliers a poursuivi sa baisse, se situant à 3,1%, soit 60 points de base de moins qu'à la même période un an auparavant.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, le 22 juillet 2025, laissé inchangé son taux directeur à 27,5%, en raison de la nécessité de préserver la stabilité monétaire, dans un contexte marqué par une désinflation progressive. Le taux d'inflation annuel est ressorti à 22,2% en juin 2025, soit son plus bas niveau depuis avril 2023, enregistrant ainsi une troisième baisse mensuelle consécutive. Par ailleurs, la CBN a mis en garde contre les risques liés aux tensions commerciales mondiales et à l'instabilité géopolitique, notamment l'impact potentiel des droits de douane américains sur les prix, susceptibles d'accentuer les pressions inflationnistes.

Dans la **zone CEMAC**, la Banque des États de l'Afrique centrale (**BEAC**) a, lors de sa réunion du 30 juin 2025, décidé de maintenir ses principaux taux directeurs. Le taux d'intérêt des appels d'offres demeure ainsi fixé à 4,50%, tandis que celui de la facilité de prêt marginal s'élève toujours à 6,00%, et celui de la facilité de dépôt reste à 0%. Cette décision s'appuie sur la poursuite du ralentissement de l'inflation qui devrait s'établir à 2,8% en 2025, contre 4,1% en 2024.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 24 juillet 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en juin 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	0	{4,25-4,50}	2,0	2,7
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	2,0
Royaume-Uni	-50	-50	4,25	2,0	3,6
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	0,1
Russie	500	-100	20,00	4,0	9,4
Inde	0	-100	5,50	5,7	2,1
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	5,4
Afrique du sud	-50	-50	7,25	{3,0 - 6,0}	3,0
Pays en développement					
Nigeria	875	0	27,50	{6,0 - 9,0}	22,2
Ghana	-300	100	28,00	{8,0+/-2,0}	13,7
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	2,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernés, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

En juin 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une baisse de 1,5%, en lien avec l'affaiblissement des prix des produits non énergétiques, notamment le café, le cacao et le caoutchouc.

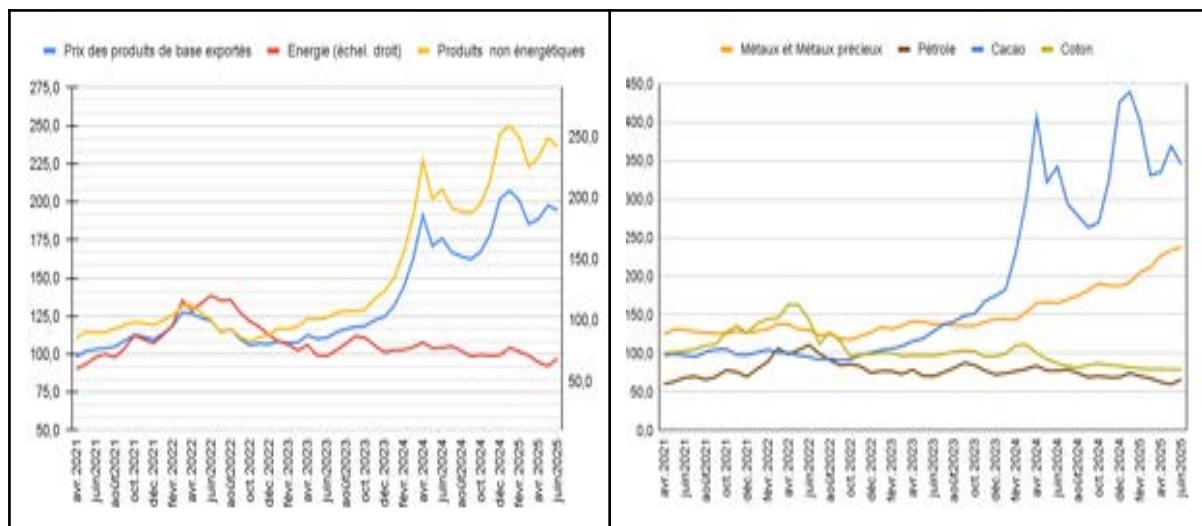
L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est replié, en glissement mensuel, de 1,5% en juin 2025, après une progression de 4,7% le mois

présent. Cette évolution résulte de la diminution des prix des produits non énergétiques, en particulier certains produits agricoles, dont le **café** (-15,1%), le **cacao** (-6,4%) et le **caoutchouc** (-4,4%). L'affaiblissement de l'indice a été atténué par le renforcement des cours de produits énergétiques (**pétrole** : +10,9% et **gaz naturel** : +0,6%), des fertilisants comme les **phosphates** (+6,9%), des métaux (**zinc** : +27,8% et **uranium** : +4,0%), de certains produits alimentaires (huiles de **palme** : +2,1% et de **palmiste** : +2,1%), ainsi que de l'**or** (+1,8%).

Le recul des prix du **café** s'explique par l'accélération de la récolte au Brésil et par des anticipations d'une offre mondiale abondante, notamment en provenance du Vietnam. Les cours du **cacao** ont fléchi en raison de l'amélioration des conditions météorologiques dans les principales régions productrices, notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana, ce qui a contribué à apaiser les inquiétudes concernant l'approvisionnement. La baisse des prix du **caoutchouc** est liée aux prévisions d'une hausse de l'offre, en lien avec des récoltes saisonnières dans les principaux pays producteurs de caoutchouc naturel d'Asie. En outre, les inquiétudes concernant la demande persistent, les importations chinoises de caoutchouc naturel et synthétique ayant diminué de 11,4% en glissement mensuel en mai 2025.

En revanche, l'augmentation des cours du **pétrole** résulte de l'effet combiné de la publication de données économiques positives aux Etats-Unis, suggérant une demande soutenue, et des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui ont ravivé les craintes de perturbations de l'approvisionnement mondial. La remontée des prix du **gaz naturel** s'explique par les incertitudes géopolitiques croissantes affectant la sécurité et la logistique des approvisionnements. La hausse des cours des **phosphates** est due à une offre mondiale restreinte, en raison de la suspension des exportations chinoises, et à une demande soutenue en Asie. Les prix de l'**uranium** ont progressé à la faveur des achats massifs annoncés par des fonds comme Sprott Physical Uranium Trust, qui est le plus grand fonds coté au monde, dédié à la détention physique d'uranium. Ce mouvement haussier a été renforcé par les perspectives favorables de la demande, soutenues par les mesures de soutien au nucléaire aux États-Unis, ainsi que par les tensions sur l'offre, notamment au Niger et au Kazakhstan. Les cours du **zinc** sont soutenus par les perturbations de production au Pérou, liées à une grève à la fonderie de Cajamarquilla, ainsi que par des réductions de zinc raffiné annoncées par plusieurs fondeurs, dans un contexte de baisse marquée des stocks mondiaux. Les prix des huiles de **palme** et de **palmiste** ont augmenté, portés par le renchérissement des autres huiles végétales, en particulier de l'huile de soja. La montée des prix de l'**or** s'explique par l'intensification des tensions géopolitiques et les incertitudes liées à la politique commerciale américaine.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

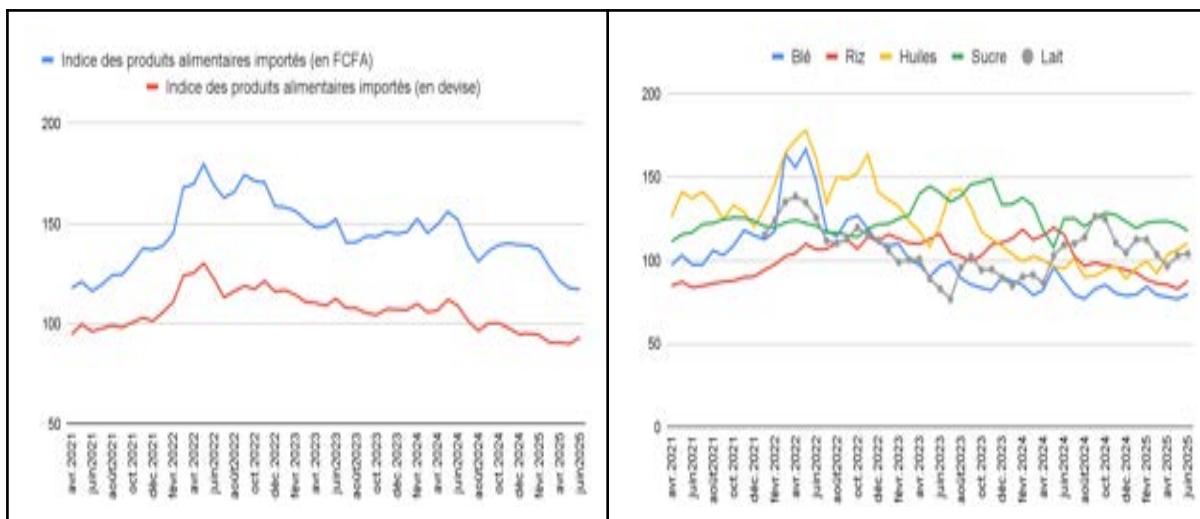
Par rapport à juin 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 10,5%, après un accroissement de 15,6% le mois précédent. La hausse des cours concerne les **huiles végétales** (+31,4%), l'**or** (+44,2%), le **bois** (+38,1%), les **phosphates** (+31,7%), le **zinc** (27,0%), la **noix de cajou** (+12,7%), le **gaz naturel** (+11,6%), le **café** (+2,0%) et le **cacao** (+0,8%). En revanche, les prix du **pétrole** (-14,4%), de l'**uranium** (-13,4%), du **caoutchouc** (-19,3%) et du **coton** (-9,3%) ont enregistré une baisse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est accru de 3,7% en juin 2025, en variation mensuelle, après un repli de 0,7% un mois auparavant. L'augmentation des cours concerne principalement le **riz** (+5,9%), le **blé** (+3,7%), l'**huile de soja** (+3,4%) et le **lait** (+0,9%). Les prix du **sucré** (-3,1%) se sont, pour leur part, affaiblis sur la même période.

La hausse des cours du **riz** est due à une demande mondiale soutenue, notamment en Asie de l'Ouest, liée à des achats de précaution face aux tensions géopolitiques. Le renforcement des cours du **blé** s'explique par une récolte américaine d'hiver plus lente que la moyenne, achevée à seulement 10%. Parallèlement, en Europe, les fortes pluies ont endommagé les récoltes, et la France, premier producteur céréalier de l'UE, pourrait enregistrer sa pire campagne d'exportation de blé depuis des décennies. Le renchérissement de l'**huile de soja** est imputable à la remontée des prix du pétrole, en lien avec les tensions au Moyen-Orient, ce qui accroît l'attrait de cette huile comme matière première pour les biocarburants. La baisse saisonnière de la production de lait aux Etats-Unis, particulièrement dans les régions Nord-Est et le Centre-Ouest, est à l'origine de l'accroissement des cours de ce produit.

En revanche, le repli des cours du **sucré** est dû à l'amélioration des perspectives de production, en raison des conditions météorologiques favorables en Asie et de l'accélération de la récolte de canne à sucre au Brésil.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 14,3%, après une baisse de 19,6% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-23,9%), du **blé** (-8,7%) et du **sucré** (-5,7%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+15,8%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 22,8%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-28,8%), du **sucré** (-19,8%), du **blé** (-14,6%) et du **lait** (-11,1%). La montée des cours des **huiles végétales** (+0,8%) a limité la tendance.

1.4. Marchés financiers

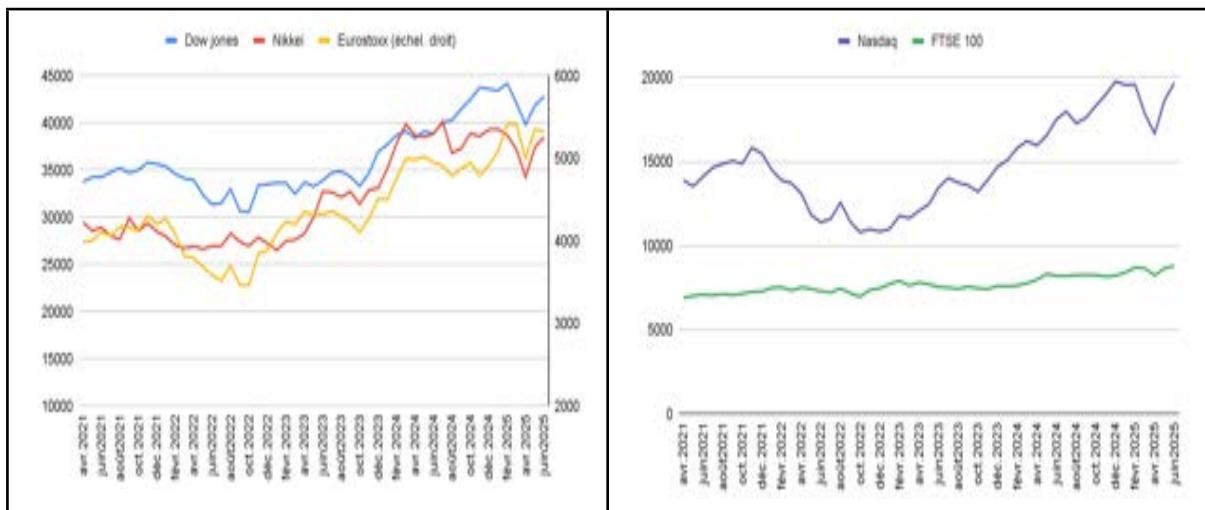
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement affiché une tendance haussière au cours du mois de juin 2025.

1.4.1. Les places boursières

En juin 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement enregistré une évolution positive. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont améliorés respectivement de 5,5% et 2,3% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 1,7%, après une hausse de 5,0% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est également renforcé de 2,9% par rapport à sa moyenne du mois précédent. En revanche, les indices CAC 40 de la France (-1,3%) et EUROSTOXX 50 de la zone euro (-0,6%) se sont repliés par rapport à mai 2025.

En Afrique, les principaux indices boursiers se sont aussi accrus dans l'ensemble. Les indices NSE du Nigeria (+6,5%), FTSE de l'Afrique du Sud (+3,3%), BRVM 30 (+3,2%), BRVM Composite (+2,8%) et MASI du Maroc (+2,4%) ont enregistré une hausse au cours de la période sous revue. Par contre, l'indice GSE du Ghana s'est replié de 3,7% sur la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



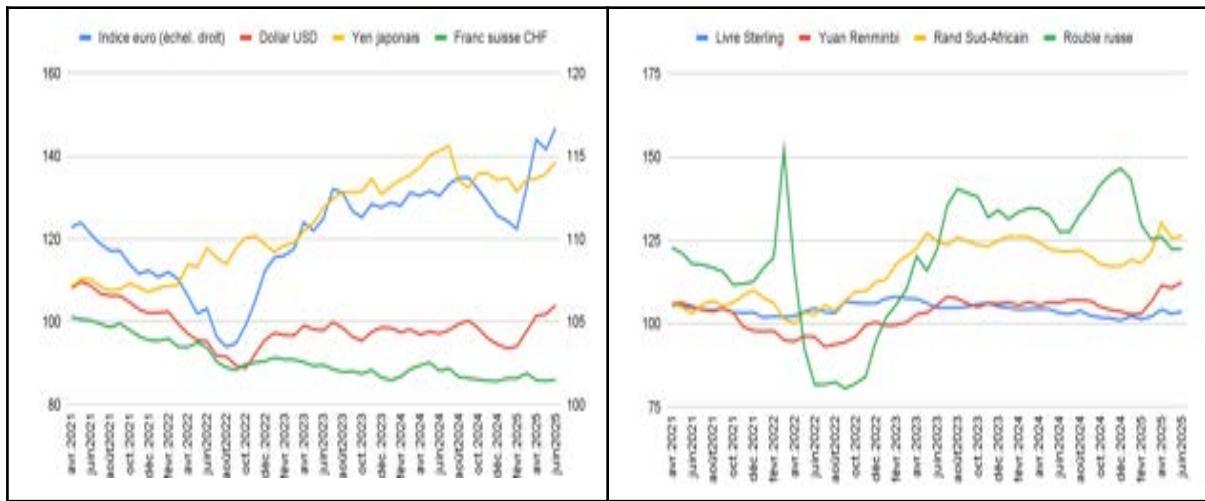
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, a augmenté de 1,2% en juin 2025 par rapport à sa moyenne de mai 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est raffermie vis-à-vis du dollar américain (+2,1%), du yen japonais (+2,1%), du dollar australien (+1,2%), de la livre sterling (+0,7%), du dollar canadien (+0,7%) et du franc suisse (+0,3%). La devise européenne a également pris de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (+3,0%), le yuan chinois (+1,6%), le rand sud africain (+0,7%) et le rouble russe (+0,1%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

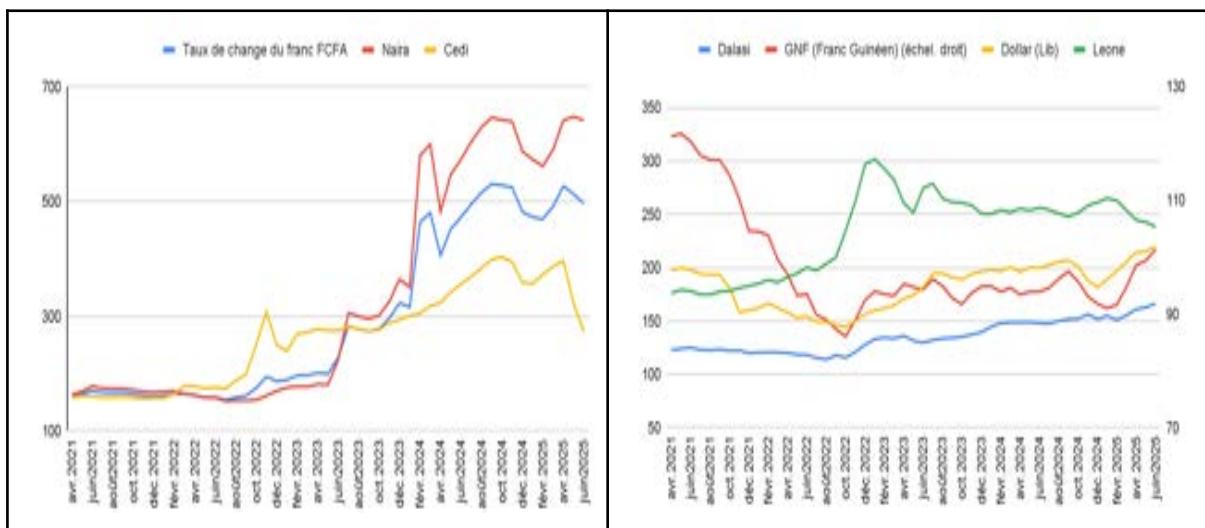
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de juin 2025, une dépréciation de 3,1% comparée à sa valeur du mois précédent, en lien avec son affaiblissement à l'égard du cedi ghanéen (-15,3%), du leone (-1,8%) et du naira (-1,0%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée face au dalasi gambien (+2,1%), au franc guinéen (+1,9%) et au dollar libérien (+1,9%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 5,1% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA a enregistré une hausse de 12,4% et de 11,9%, respectivement par rapport au dalasi et au naira.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin mai 2025 montrent une évolution globalement positive de l'activité économique en variation mensuelle. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est raffermi de 6,1%, après une diminution de 3,7% le mois précédent. Les prestations de services marchands non financiers se sont accrues de 4,7% d'un mois à l'autre, tandis que les services financiers ont augmenté de 1,3%, après un accroissement de 2,5% en avril 2025. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans les pays de l'Union à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, la production industrielle s'est légèrement repliée de 0,2%, en rythme mensuel, après une contraction de 2,5%.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est détérioré de 0,2% en mai 2025, après une baisse de 2,5% observée le mois précédent. La contraction de la production industrielle est principalement imputable au repli des activités de fabrication (-2,2 points).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)	
ACTIVITES EXTRACTIVES	3,6	-2,7	1,6	8,5	6,4	
Extraction d'hydrocarbures	0,7	-0,8	0,7	4,7	4,6	
Extraction de minerais métalliques	1,9	-1,1	0,2	-1,5	-3,1	
ACTIVITES DE FABRICATION	0,3	0,8	-2,2	3,5	0,7	
Fabrication de produits alimentaires	0,3	0,0	-0,9	2,4	1,0	
Fabrication de textiles	-0,5	0,1	-0,5	0,1	0,0	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,2	0,2	-0,4	0,8	0,1	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,2	-0,3	0,4	0,1	0,3	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	
INDICE GLOBAL	4,3	-2,5	-0,2	12,8	7,9	

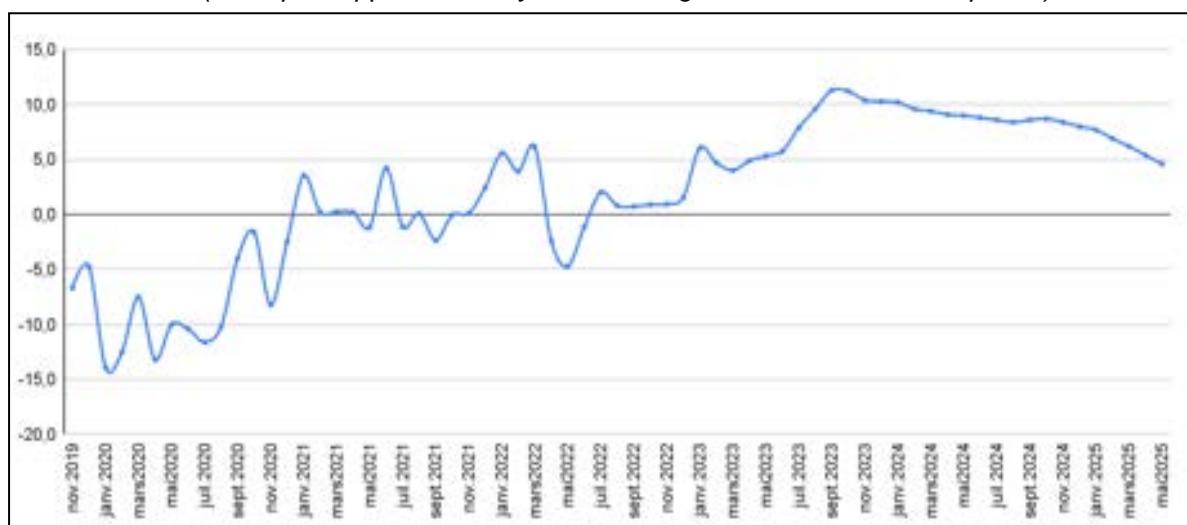
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 7,9% en mai 2025, après une hausse de 12,8% un mois auparavant. Cette évolution est attribuable principalement à la progression des activités extractives (+6,4 points) et des activités de fabrication (+0,7 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en mai 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,6 points contre +5,4 points en avril 2025. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+28,1 points), au Sénégal (+23,5 points), au Burkina (+12,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+8,2 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-44,8 points), au Niger (-18,8 points) et au Togo (-7,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une hausse de 6,1% au cours du mois de mai 2025, après un repli de 3,7% un mois auparavant. L'amélioration de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (+4,8 points) et au commerce de gros et activités des intermédiaires (+1,8 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)	
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,4	0,2	-0,3	0,4	0,5	
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	0,2	-0,1	0,4	0,5	
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,2	
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	3,3	-1,6	1,8	1,4	0,0	
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	1,8	-1,3	1,2	1,1	0,6	
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	1,1	-0,4	0,5	0,2	-0,4	
COMMERCE DE DÉTAIL	2,4	-2,4	4,8	1,6	3,9	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,0	-2,1	0,3	0,2	0,5	
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,4	-0,2	4,4	1,4	3,4	
INDICE GLOBAL	5,3	-3,7	6,1	3,4	4,2	

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 4,2% en mai 2025, après une hausse de 3,4% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de détail (+3,9 points), ainsi que le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,5 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont accrûs de 4,7% en mai 2025, après une hausse de 5,2% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 1,3% en mai 2025, après une augmentation de 2,5% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	avril	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
Bénin	-13,1	4,3	5,0	5,9	3,9	5,5
Burkina	-8,1	7,0	-6,1	6,2	5,9	5,2
Côte d'Ivoire	-1,5	1,1	4,6	1,5	8,8	9,2
Guinée-Bissau	39,2	2,9	37,4	4,5	2,8	4,3
Mali	-10,6	8,9	-1,3	11,7	0,8	3,3
Niger	3,5	1,7	1,1	-1,3	17,0	13,6
Senegal	0,9	3,4	5,3	5,1	8,9	10,6
Togo	-13,7	14,9	-5,7	4,1	15,3	4,5
INDICE GLOBAL	-5,8	3,6	5,2	4,7	7,4	8,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 8,6% en mai 2025, après un accroissement de 7,4% en avril 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires dans les services est observée notamment au Niger (+13,6%), au Sénégal (+10,6%), en Côte d'Ivoire (+9,2%), au Bénin (+5,5%), au Burkina (+5,2%), au Togo (+4,5%), en Guinée-Bissau (+4,3%) et au Mali (+3,3%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	avril	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
Bénin	3,5	-0,1	4,3	0,1	15,4	15,6
Burkina	-4,7	2,4	2,7	2,5	13,2	13,3
Côte d'Ivoire	0,9	1,2	-0,5	1,6	15,5	16,1
Guinée-Bissau	9,9	2,4	15,4	0	8,2	5,7
Mali	9,7	-0,6	12,4	-2,3	19,1	17,1
Niger	1,1	0,6	1,0	3,7	13,9	17,5
Sénégal	1,7	2	2,4	2,2	19,1	19,4
Togo	-1,5	3,1	-1,3	2,7	15,7	15,3
INDICE GLOBAL	1,7	1,2	2,5	1,3	16,4	16,6

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 16,6%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+19,4%), le Niger (+17,5%), le Mali (+17,1%), la Côte d'Ivoire (+16,1%), le Bénin (+15,6%), le Togo (+15,3%), le Burkina (+13,3%) et la Guinée-Bissau (+5,7%).

2.2. Inflation

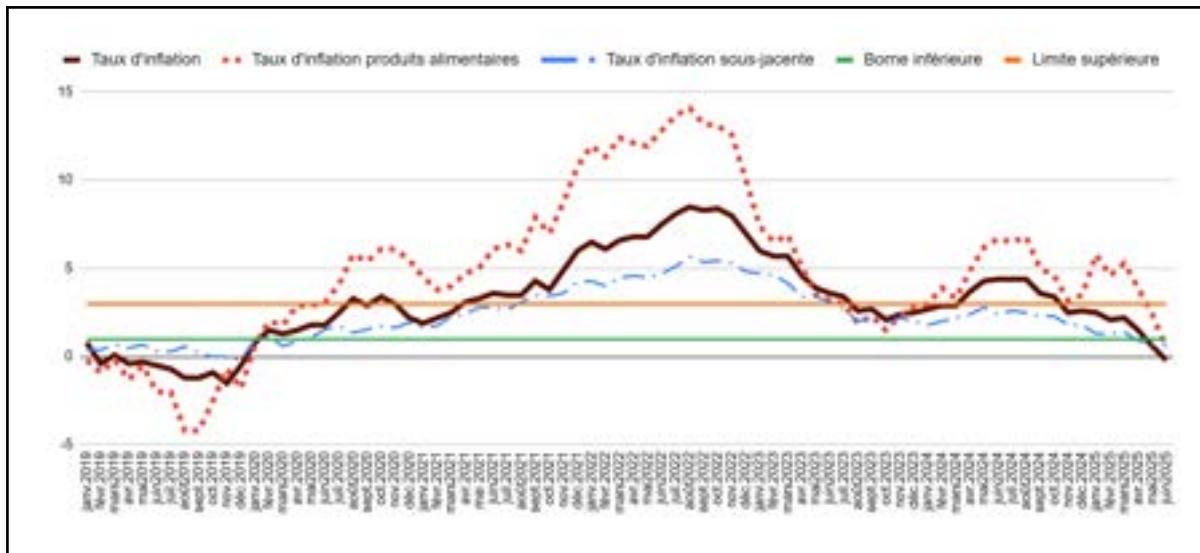
En juin 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent, principalement en raison de la diminution des prix des denrées alimentaires.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -0,2% en juin 2025, en baisse de 0,8 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de 0,6% observé en mai 2025. Le repli des prix s'explique par la décélération de la composante alimentaire, dont la contribution à l'inflation s'est contractée de 0,9 pdp.

La détente des prix des produits alimentaires résulte des bonnes disponibilités des produits céréaliers locaux, issus de la campagne agricole 2024/2025. Par ailleurs, il est relevé une contraction des tarifs de certains produits alimentaires importés (-12,5%). En effet, les prix internationaux du sucre se sont repliés (-18,8% après -10,5%) et ceux du lait ont ralenti (+12,8% contre +16,5%).

L'analyse par pays révèle des baisses du taux d'inflation au Niger (-7,7% contre -3,8%, soit -3,9 pdp), en Côte d'Ivoire (-0,6% contre -0,1%, soit -0,5 pdp) et en Guinée-Bissau (-0,3% contre +0,7%, soit -1,0 pdp). Des ralentissements sont observés au Burkina (+1,1% contre +1,6%, soit -0,5 pdp) et au Mali (+5,1% contre +15,6%, soit -10,5 pdp). En revanche, la progression des prix s'est accélérée au Bénin (+1,8% contre +0,6%, soit +1,2 pdp), au Sénégal (+0,8% contre +0,3%, soit +0,5 pdp) et au Togo (+0,4% contre +0,0%, soit +0,4 pdp).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, est resté stable à 0,7% en juin 2025.

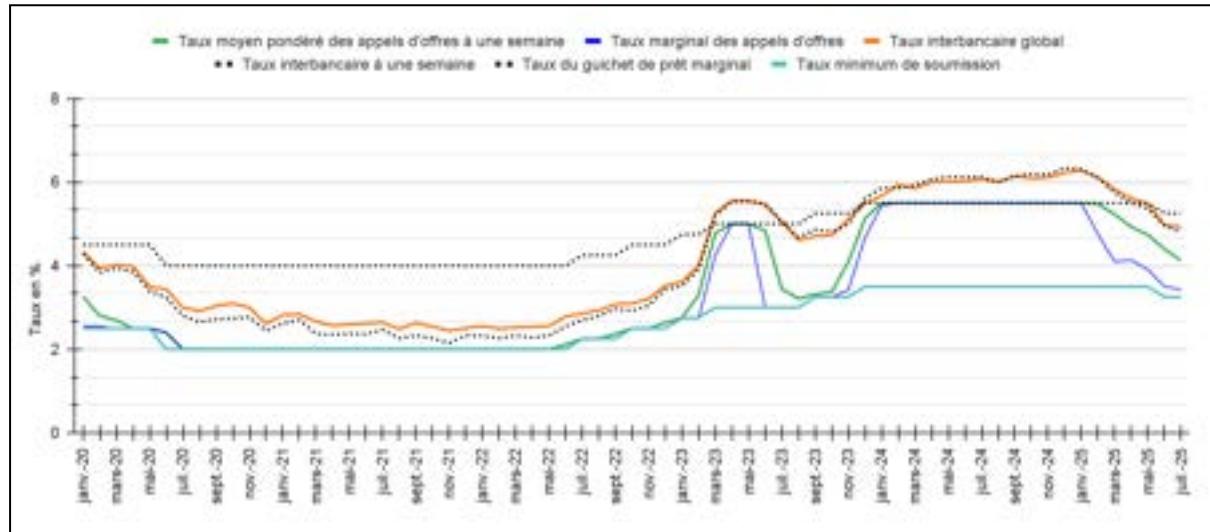
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, à compter du 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est passé de 3,50% à 3,25%. Parallèlement, le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal est ramené de 5,50% à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine est passé de 4,40% à fin juin 2025 à 4,12% à fin juillet 2025 et le taux marginal est ressorti à 3,43% à fin juillet 2025 contre 3,50% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 4,80% en juillet 2025, en baisse de 14 points de base (pdb) par rapport à son niveau de juin 2025 (4,96%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,93% en juillet 2025, en recul de 4 pdb par rapport à juin 2025 et de 114,2 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de juin 2025 sont ressortis en baisse (-3 pdb) par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,70% en juin 2025, contre 6,73% le mois précédent et 7,15% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé en Côte d'Ivoire (6,25% contre 6,28%), au Bénin (7,64% contre 7,66%), au Burkina (7,57% contre 7,59%), en Guinée-Bissau (9,46% contre 9,47%), au Sénégal (5,82% contre 5,83%) et au Togo (7,51% contre 7,52%). Par contre, une hausse a été observée au Mali (7,42% contre 7,39%) et au Niger (8,85% contre 8,84%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont accrus pour ressortir à 5,37%, contre un niveau de 5,35 enregistré le mois précédent, mais stable par rapport à juin 2024. Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée en Côte d'Ivoire (5,00% contre 4,96%), au Bénin (5,38% contre 5,36%), au Burkina (5,53% contre 5,51%) et au Sénégal (5,55% contre 5,53%), tandis qu'elle s'est détériorée au Niger (5,19% contre 5,26%), au Togo (5,56% contre 5,63%), en Guinée-Bissau (3,51% contre 3,57%) et au Mali (5,13% contre 5,19%).

3.3. Monnaie

A fin mai 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 13,4%, après 14,6% atteint le mois précédent. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 18,1% et 12,0%, après des augmentations respectives de 17,2% et 13,8% à fin avril 2025.

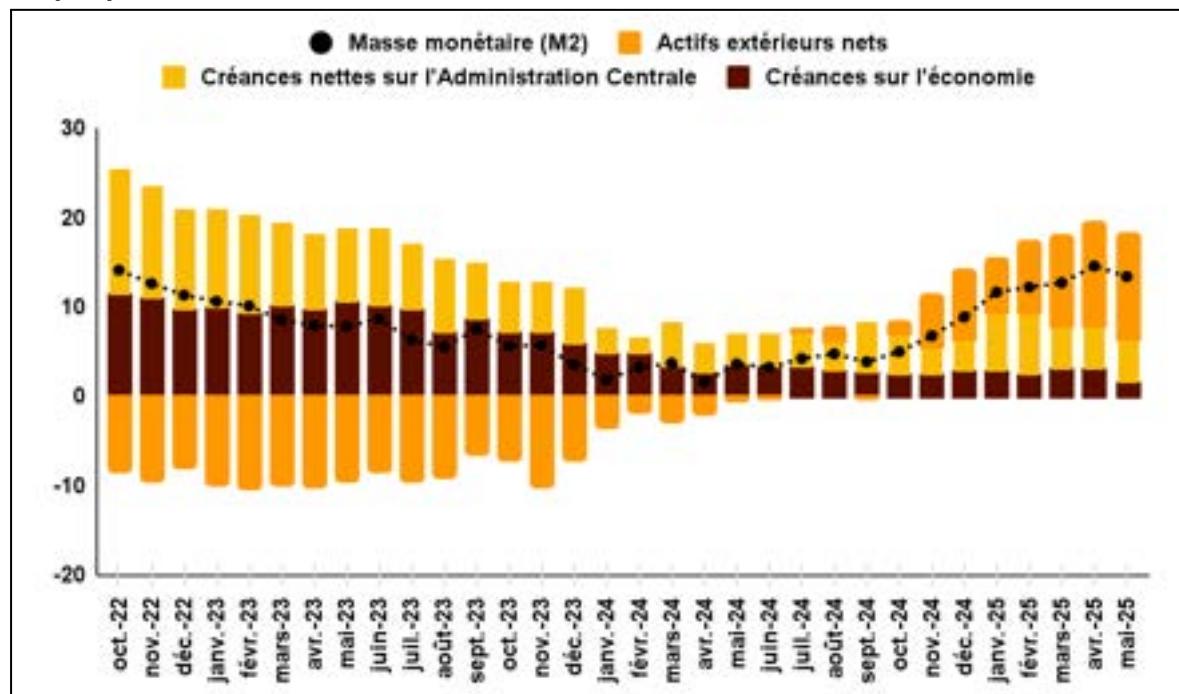
Tableau 6 : Situation monétaire à fin mai 2025 (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	avr.-24	mai-24	avr.-25	mai-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Mois précédent	Mois courant	Mois précédent	Mois courant
Masse monétaire (M2)	46 723,2	48 046,0	53 531,3	54 474,6	0,3	1,8	14,6	13,4
Circulation fiduciaire	10 952,6	11 115,8	12 833,0	13 129,6	0,8	2,3	17,2	18,1
Dépôts	35 770,6	36 930,3	40 698,3	41 345,0	0,2	1,6	13,8	12,0
Actifs extérieurs nets	2 045,7	2 288,6	7 468,5	8 020,4	18,8	7,4	265,1	250,5
Créances intérieures	57 202,2	58 290,6	61 734,6	61 952,2	-1,0	0,4	7,9	6,3
Créances nettes sur APUC	23 207,1	23 572,0	26 052,5	26 447,3	-1,3	1,5	12,3	12,2
Créances sur l'économie	33 995,2	34 718,6	35 682,0	35 504,9	-0,7	-0,5	5,0	2,3

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin mai 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+5.731,8 milliards ou +250,5%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.661,6 milliards ou +6,3%). Le renforcement des AEN est lié essentiellement à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin mai 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 5.731,8 milliards (+250,5%), en un an.

3.3.2. Crédit intérieur

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,3% à fin mai 2025, après 7,9% en avril 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.875,2 milliards contre 2.845,5 milliards en avril 2025) et des créances sur l'économie (+786,3 milliards contre 1.686,9 milliards en avril 2025).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 2,3% à fin mai 2025. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont baissé de 0,6% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 5,7% à fin mai 2025, après des variations respectives de 5,1% et 7,7% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

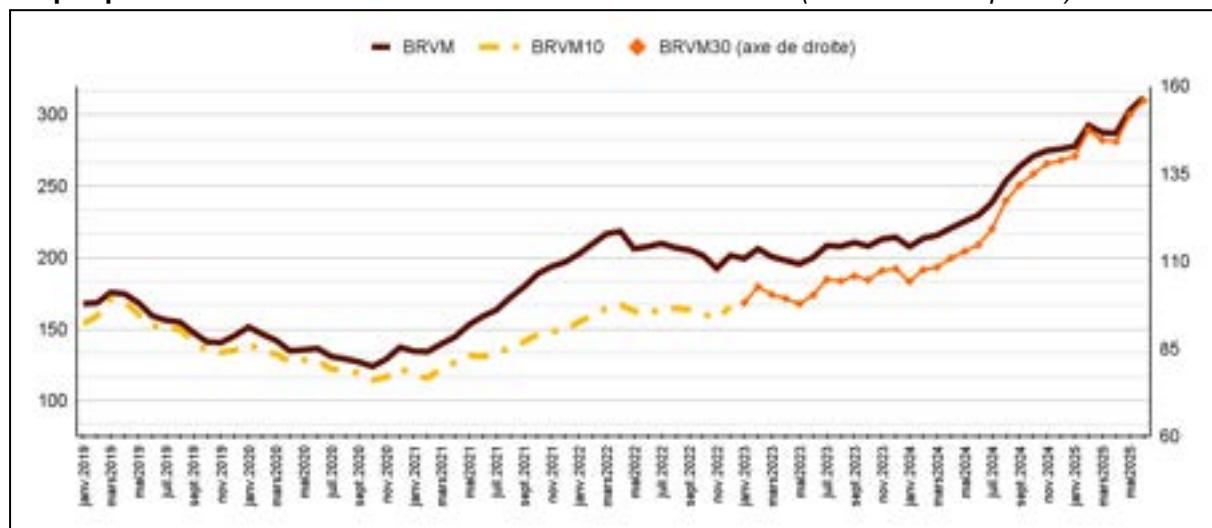
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une hausse en juin 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 972,7 milliards en juin 2025, en baisse de 418,8 milliards (-30,1%) par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché une évolution haussière. A fin juin 2025, l'indice global, le BRVM Composite, a progressé de 3,0% par rapport à sa valeur à fin mai 2025, pour s'établir à 312,0 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, s'est accru de 2,7% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 155,8 points. A la date du 23 juillet 2025, les indices BRVM Composite et BRVM 30 se sont repliés respectivement de 0,9% et 2,4% par rapport à leur valeur de fin juin 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés de 34,9% et 35,2% par rapport à juin 2024.

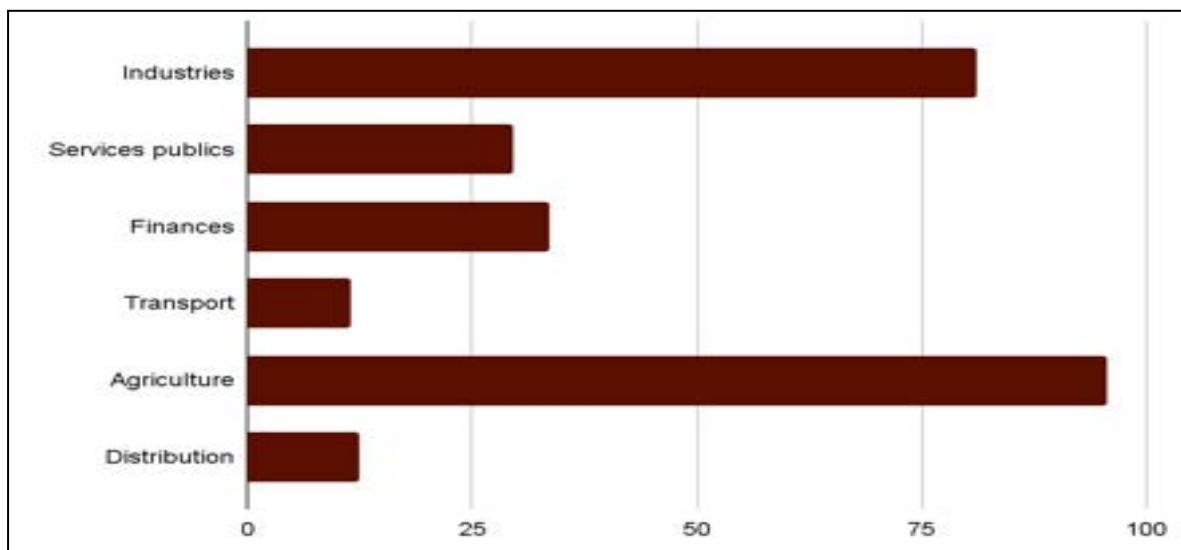
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est accrue de 17,3% par rapport à fin juin 2024 pour s'établir à 22.436,7 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par le renforcement des indices des branches « Agriculture » : +95,6%, « Industries » : +81,1%, « Finances » : +33,6%, « Services publics » : +29,6%, « Distribution » : +12,5% et « Transport » : 11,4%. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions a augmenté de 40,8% à 12.031,0 milliards tandis que celle du marché des obligations a baissé de 1,7% à 10.405,7 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2025 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en juin 2025, 972,7 milliards, dont 416,7 milliards de bons du Trésor (42,8%) et 556,0 milliards d'obligations du Trésor (57,2%). Par rapport au mois précédent, les ressources mobilisées ont baissé de 418,8 (-30,1%), en lien avec la diminution des émissions de bons (-335,9 milliards ou -44,6%) et d'obligations du Trésor (-82,9 milliards ou -13,0%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a augmenté de 46,4% (+308,4 milliards).

Le taux de couverture² global des montants mis en adjudication a progressé, ressortant à 135,6% en juin 2025 contre 131,6% le mois précédent.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juin 2024	mai 2025	juin 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	511	752,6	416,7	-335,9	-44,6	-94,3	-18,5
Obligations par adjudication	153,3	638,9	556	-82,9	-13,0	402,7	262,7
<i>Total adjudication</i>	664,3	1391,5	972,7	-418,8	-30,1	308,4	46,4
<i>Obligations par syndication</i>	179,1	0	0	-	-	-	-
Total marché régional des titres publics	843,4	1391,5	972,7	-418,8	-30,1	129,3	15,3
Marché des eurobonds	450	0	0	-	-	-	-
Total général	1293,4	1391,5	972,7	-418,8	-30,1	-320,7	-24,8

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Les taux d'intérêt ont diminué aussi bien pour les bons que pour les obligations entre mai et juin 2025. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est replié de 77 points de base (pdb) pour s'établir à 7,12% en juin 2025. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est également réduit de 14 pdb pour ressortir à 7,61% en juin 2025.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts des mobilisations des emprunts publics ont enregistré des évolutions contrastées sur les deux segments. Le taux d'intérêt moyen

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

pondéré des bons du Trésor s'est contracté de 25 pdb pour ressortir à 7,12%, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations a progressé de 78 pdb à 7,61% en juin 2025.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune émission de titres publics n'a été effectuée par les Etats membres au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	juin 2024	mai 2025	juin 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,37	7,89	7,12	-0,77	-0,25
Obligations	6,83	7,75	7,61	-0,14	0,78
<i>Par adjudication</i>	7,87	7,75	7,61	-0,14	-0,26
<i>Par Syndication</i>	5,94	-	-	-	-
Eurobonds	7,75	-	-	-	-
émission en dollar	-	-	-	-	-
émission en FCFA	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent favorables, bien qu'elles dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'orientation favorable de la conjoncture soutiendrait les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les activités extractives, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et les BTP.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

D'après les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 7,3% et 7,4% respectivement au deuxième trimestre et troisième 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,9% au premier trimestre 2025.

**Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)**

	Réalisations				Estimation	Prévisions	
	1T2024	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025
Secteur primaire	1,0	1,5	1,5	1,8	1,7	1,8	1,8
Agriculture vivrière	3,5	5,5	5,5	6,7	6,6	6,8	6,9
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,2	1,5	1,5	1,3	1,2	1,3	1,3
Secteur secondaire	1,3	1,4	1,4	1,8	1,7	1,8	1,8
Activités extractives	0,0	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,5
Industries manufacturières	5,0	5,3	5,3	5,4	5,3	5,4	5,5
Production et dist. Électricité, gaz et eau	1,3	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
BTP	0,5	1,0	1,0	-9,6	-9,4	-9,7	-9,8
Secteur tertiaire	3,5	3,2	3,2	3,7	3,6	3,7	3,8
Commerce	1,5	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9
Transports, postes et communications	0,7	0,2	0,2	-8,0	-7,9	-8,1	-8,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,3	0,5	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Produit Intérieur Brut	5,9	6,1	6,1	7,2	7,1	7,3	7,4

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 13,6% à fin juin 2025, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de mai 2025. L'amélioration de 6.582,8 milliards serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de (4.265,9 milliards ou +7,3%), ainsi qu'à la consolidation attendue des AEN des institutions de dépôt, à hauteur de 5.788,6 milliards.

En particulier, l'augmentation des créances intérieures serait liée à celle attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+13,0%) et, dans une moindre mesure, à celle des créances sur l'économie (+3,4%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin juin 2025 par le renforcement des dépôts (+11,9%) et de la circulation fiduciaire (+19,3%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 0,1% en juillet 2025 et 0,2% en août et septembre 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait du contexte lié à la période de soudure et de l'impact de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union. Toutefois, cette dynamique serait compensée par la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et énergétiques, ainsi que l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers du fait de la bonne campagne 2024/2025.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalisations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	mai 25	juin 25	juillet 25	août 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	0,6	-0,2	0,1	0,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,0	0,1	-0,1	-0,1
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,1
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	0,0	0,1	-0,1	-0,1
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,1
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	0,6	-0,2	0,1	0,2

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)	
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,4	0,2	-0,3	0,4	0,5	
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	0,2	-0,1	0,4	0,5	
Entretien et réparation de véhicules automobiles	-0,1	0,0	0,0	0,0	0	
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,2	
Commerce et réparation de motocycles	-0,1	-0,1	-0,1	0,2	0,2	
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	3,3	-1,6	1,8	1,4	0	
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0	
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	1,8	-1,3	1,2	1,1	0,6	
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,2	0,0	0,1	-0,1	-0,2	
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	1,1	-0,4	0,5	0,2	-0,4	
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,0	0,1	-0,1	0,1	-0,1	
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0	
COMMERCE DE DÉTAIL	2,4	-2,4	4,8	1,6	3,9	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,0	-2,1	0,3	0,2	0,5	
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,4	-0,2	4,4	1,4	3,4	
INDICE GLOBAL	5,3	-3,7	6,1	3,4	4,2	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel		
	2024		2025		2025	
	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)	
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	3,6	-2,7	1,6	8,5	6,4	
Extraction d'hydrocarbures	0,7	-0,8	0,7	4,7	4,6	
Extraction de minerais métalliques	1,9	-1,1	0,2	-1,5	-3,1	
Autres activités extractives	0,5	-0,1	0,1	0,9	0,6	
ACTIVITÉS DE FABRICATION	0,3	0,8	-2,2	3,5	0,7	
Fabrication de produits alimentaires	0,3	0,0	-0,9	2,4	1,0	
Fabrication de boissons	0,8	0,2	0,1	1,1	0,4	
Fabrication de produits à base de tabac	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de textiles	-0,5	0,1	-0,5	0,1	0,0	
Fabrication d'articles d'habillement	-0,2	0,1	0,1	-0,8	-0,5	
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,5	0,1	-0,2	-0,5	-0,2	
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,2	0,0	0,0	0,1	-0,1	
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,2	0,2	-0,4	0,8	0,1	
Fabrication de produits chimiques	0,2	0,1	0,0	0,3	0,1	
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,6	0,3	-0,5	0,0	0,0	
Fabrication de matériaux minéraux	0,1	-0,1	0,0	0,4	0,2	
Métallurgie	0,4	-0,2	0,3	-0,2	-0,3	
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,5	0,8	-0,7	0,3	0,0	
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'équipements électriques	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres industries manufacturières	0,3	-0,9	0,7	-0,6	-0,1	
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,2	-0,3	0,4	0,1	0,3	
Production et distribution d'électricité et du gaz	0,2	-0,3	0,4	0,1	0,3	
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	
Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	4,3	-2,5	-0,2	12,8	7,9	

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

